

NOTE DE REVUE DE RAP POUR LES OPERATIONS DU SECTEUR PUBLIC

1. DONNÉES DE BASE			
a. Données du projet			
Titre du projet : Etude du Plan directeur d'assainissement de Ziguinchor			
Code du projet: P-SN-EB0-002	Numéro du prêt : 5600155000401		
Type de projet : Etudes	Secteur: Eau et Assainissement		
Pays:	Catégorisation environnementale (1-3) : 3		
Étape du traitement	Évènement clés (prêt)	Date de décaissement et de clôture (prêt)	
Date d'approbation : 22-12-2006	Montants annulés : 0	Date initiale de décaissement :	
Date de signature : 25-06-2007	Financement complémentaires : 0	Date initiale de clôture : 31-03-2009	
Date d'entrée en vigueur : 09-08-2007	Restructuration : n/a	Délai révisé du décaissement : 09-07-2012	
Date d'entrée en vigueur du 1 ^{er} décaissement : n/a	Prorogations (préciser les dates) : du 31mars 2008 au 31/12/2012	Date de clôture révisée : 31-12-2012	
Date réelle du 1 ^{er} décaissement : 06-09-2007			
b. Sources de financement			
Sources de financement (MUC)	Montant approuvé (€) :	Montant décaissé (€) :	Pourcentage décaissé (%) :
Prêt :			
Don : FAE	935,000	935,000	100
Gouvernement :	54,560	54,560	100
Autres (ex. Cofinanciers) :			
TOTAL :	989,560	989,560	100
Cofinanciers et autres partenaires extérieurs :			
Organisme(s) d'exécution et de mise en œuvre : Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS)			
c. Responsable du projet au sein de la Banque			
Fonction	A l'approbation	A l'achèvement	
Directeur régional	J. Litse	F.J.M. Perrault	
Directeur sectoriel	K. Bedoumra	M. El Azizi	
Responsable sectoriel	A. Beileh	A. Bahri	
Coordinateur d'activités	T. Damhaug	J.M.Ossete	
Coordonnateur d'activités suppléant	A. Outaguerouine	M. Ndiaye	
Chef de l'équipe du RAP		M. Chaabouni (STUDI Internat.)	
Membres de l'équipe du RAP		M. Jaziri (STUDI International)	
d. Données des Rapports			
Date du RAP : 30 Octobre 2013			
Dates de la mission du RAP :	De : 29 Avril 2013	Au : 07 Mai 2013	
Date de RAP-EVN : 18 Mai 2017			
Évaluateur 1 : A. Ghzala		Évaluateur 2 : A. Titikpeu	

2. DESCRIPTION DU PROJET

Résumé élaboré à partir du rapport d'évaluation incluant les addendum/corrigendum ou accord de prêt, et prenant en compte toutes les modifications survenues au cours de la mise en œuvre.

a. Bien-fondé du projet et Impacts attendus:

Décrire brièvement et de façon précise le bien-fondé du projet/programme (problème/question devant être traité), les impacts attendus et les bénéficiaires visés (ceux directement ou indirectement affectés). Mettre en évidence tous les changements apportés en cours d'exécution.

La ville de Ziguinchor connaît une situation critique dans le domaine de l'assainissement. Elle est complètement dépourvue de réseau d'assainissement pour eaux usées. Il existe par contre un réseau de drainage des eaux pluviales. Ce réseau est limité au quartier du port, tandis que les eaux pluviales des autres quartiers se déversent dans un canal naturel qui traverse la ville. Les eaux usées en différents endroits sont souvent déversées dans le réseau des eaux pluviales en créant de graves problèmes d'insalubrité aussi bien par les stagnations locales que par le déversement direct dans la partie du fleuve en face de la ville. En effet, l'occupation progressive du sol n'ayant pas bénéficié de mesures d'accompagnement de plan d'urbanisation, il s'avère nécessaire d'améliorer les conditions d'écoulement des eaux tombées à l'intérieur de la ville par un réseau de collecte.

Le Sénégal a adopté en 2005 le Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire PEPAM (2005-2015). Ce programme vise la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement à l'horizon 2015. Le programme a été validé par les bailleurs de fonds. Il devait permettre à 78% des ménages urbains d'avoir accès à un service d'assainissement et 85% pour les ménages de Dakar.

Le programme traduisait en actions les orientations de la Lettre de Politique de Développement du sous-secteur de l'eau et de l'assainissement, fixant le cadre pour une réforme consistant, entre autre, en l'élaboration d'une loi sur l'eau et l'assainissement et d'un code de l'assainissement, la révision de la tarification de l'eau et financement du secteur ainsi que la révision de cahiers des clauses et des services de l'assainissement.

Le présent projet s'inscrit donc parfaitement dans les orientations définies dans le cadre de la Lettre de Politique et du PEPAM. Il permettra aux populations bénéficiaires d'améliorer de manière significative leurs cadres de vie et leurs conditions sanitaires.

La stratégie de la Banque pour la période 2005-2009 repose sur deux piliers stratégiques notamment l'amélioration de l'environnement en vue de la croissance accélérée et le renforcement des infrastructures économiques et sociales (République du Sénégal Document de Stratégie Par Pays 2005-2009).

Les impacts attendus des résultats du plan directeur d'assainissement de Ziguinchor devaient consister en l'amélioration des conditions de vie de la population par la promotion de la santé et de l'hygiène publique. Le projet devait également contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en matière d'assainissement, à l'amélioration de la qualité de la vie des populations et la réduction de la pauvreté.

b. Objectifs et Effets attendus:

Décrire de façon concise et claire les objectifs prévus, les effets relatifs ciblés et les bénéficiaires visés, en mettant en évidence d'éventuelles modifications/révisions.

L'objectif du développement de l'Etude du Plan Directeur d'Assainissement de Ziguinchor est de contribuer à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté, à une meilleure santé et à l'amélioration de l'environnement aquatique de la ville.

Les objectifs spécifiques de l'étude du Plan directeur devraient être: (i) l'amélioration du niveau de l'assainissement dans les différents quartiers de la ville ; (ii) la résolution des problèmes environnementaux

provenant du rejet des eaux usées non traitées dans les alentours des zones habitées ; (iii) la suppression de la sévérité et la durée des inondations provoquées par la stagnation ou le ruissellement anarchique des eaux pluviales.

Les effets attendus devaient être comme suit : (i) contribuer à l'atteinte des OMD vers 2015 en matière d'assainissement urbain de Ziguinchor; (ii) promotion de la construction des systèmes d'assainissement et de drainage des eaux pluviales durables, répondant aux normes d'hygiène les plus élevées, et à moindre coût d'utilisation pour une population de 250,000 habitants; (iii) réduction des impacts des inondations et atténuation de l'érosion urbaine, de l'ensablement et d'autres menaces environnementales; (iv) accroissement de la qualité des projets d'investissement dans les secteurs liés à l'eau et dans la fourniture de services, approvisionnement en eau et assainissement; et (v) réutilisation des eaux pluviales et de l'effluent des stations d'épuration sur les activités agricoles menées par les femmes.

c. Produits et bénéficiaires visés:

Décrire clairement et de manière concise les extrants attendus et bénéficiaires relatifs ciblés, en mettant en évidence d'éventuelles révisions.

Le projet devait permettre l'obtention des produits suivants :

- 1) Un Plan directeur d'assainissement des eaux usées en consultation des utilisateurs et des autorités
- 2) Un plan d'investissement pour le développement par phases successives des systèmes d'assainissement de Ziguinchor à l'horizon 2025
- 3) Etablir les bases de solutions techniques appropriées et une stratégie d'amélioration de l'assainissement qui prenne en compte les préférences des communautés, les préoccupations environnementales, la dimension économique, et les forces et faiblesses au niveau institutionnelles
- 4) Les dossiers techniques pour la mise en œuvre des investissements prioritaires, au travers de dossiers bancables susceptibles d'attirer rapidement les financements nécessaires à leur mise en œuvre sans délai.

Les actions prévues dans le cadre de ce projet apporteront une amélioration sensible à la qualité de vie de la population de Ziguinchor estimée en 2013 à 250,000, la municipalité de la ville et autres décideurs, les secteurs économiques : l'agro-industrie, les pêches, l'industrie, le tourisme ainsi que d'autres secteurs privés.

d. Principales activités/Composantes:

Décrire clairement et de manière concises les principales activités/composantes, y compris les éventuelles révisions.

D'après le Cadre Logique établi à l'évaluation, les principales activités du projet devaient comprendre les composantes suivantes :

- A) Etudes préliminaires et de diagnostic :
 - i. Les études diagnostiques nécessaires à l'appréciation de la situation existante, et qui constitueront la base de l'élaboration des hypothèses de la mise en place d'un Plan directeur d'assainissement des eaux usées et drainage des eaux pluviales ;
 - ii. Atelier de lancement et phase de conception ;
 - iii. Etude du cadre Légal et Institutionnel ;
 - iv. Etude socio-économique ;
 - v. Etudes techniques de base ;
 - vi. Etudes Eaux pluviales et usées ;

-
- vii. Définition de l'approche méthodologique de conception ;
 - viii. Plaidoyer pour une approche intégrée du développement de l'assainissement;
 - ix. La mise en place d'un site de démonstration et de formation, équipé avec les différentes options d'assainissement à proposer, autorisant ainsi la connaissance de ces options par la population dans la perspective de leur participation aux choix et discussions. Cette unité de démonstration sera connectée à une école ou à une institution à vocation de formation.
- B) Sensibilisation sur les options stratégiques du Plan directeur :
- i. Consultations et ateliers réunissant l'ensemble des acteurs et autorités des secteurs de l'eau, de l'assainissement, du développement urbain, etc. ;
 - ii. Préparation du rapport sur la stratégie.
- C) Plan directeur d'assainissement, Plan d'investissement, et l'Etude environnementale:
- i. Plan directeur d'assainissement à l'horizon 2025, et du plan d'investissement prioritaires ;
 - ii. Evaluation environnementale générale ;
 - iii. Atelier final.
- D) Préparation des investissements prioritaires: Plans d'investissement détaillé pour les horizons 2010, 2015 et 2025 pour :
- i. Le drainage des eaux pluviales ;
 - ii. La collecte et le traitement des eaux usées ;
 - iii. L'assainissement écologique à la parcelle.
-

3. ÉVALUATION DES PERFORMANCES DU PROJET (APPRÉCIATION DE L'ÉVALUATEUR)

PERTINENCE

a. Pertinence de l'objectif de développement du projet :

Évaluation de la pertinence ex-ante et ex-post (y compris pendant la mise en œuvre). La pertinence de l'objectif de développement (à l'évaluation ex-ante et au moment de la post-évaluation) en termes d'alignement avec les priorités de développement du pays et les besoins de bénéficiaires (y compris tout ajustement ayant été apporté au projet au cours de sa mise en œuvre), les stratégies sectorielles applicables de la Banque, la stratégie pays ou régionale de la Banque et les priorités générales de la Banque. L'évaluation de la pertinence consistera à examiner également dans quelle(s) mesure(s) l'objectif de développement a été clairement indiqué et axé sur les effets ainsi que le réalisme des effets escomptés dans le contexte du projet.

La revue confirme que la pertinence de l'objectif de développement du projet est très satisfaisante (4).

L'étude s'inscrivait dans le cadre du Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM) mis en place par le Gouvernement du Sénégal pour la réalisation en 2015 des Objectifs du Millénaire pour le Développement dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement pour la ville de Ziguinchor.

Dans une perspective de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la qualité de vie des ménages, les investissements identifiés par l'étude devaient contribuer de façon participative et pratique à la promotion active de solutions d'assainissement alternatives et durables, proposant la mise en place de solutions

d'assainissement durables à la parcelle et répondant aux normes d'hygiène les plus élevées, tenant compte des aspects genre et à faible coût d'utilisation.

L'étude est en outre, conforme aux orientations stratégiques et aux activités opérationnelles de la FAE, en particulier, quant à la préparation de projets d'investissement à haut niveau d'impact dans le secteur de l'eau potable et l'assainissement.

b. Pertinence de la conception du projet (de la phase d'approbation à l'achèvement)

L'évaluateur devrait apprécier la pertinence de la conception du projet indépendamment de l'évaluation faite dans le PCR. Il commentera la conclusion du RAP sur cette section, et apportera un jugement sur la pertinence de la conception du projet, couvrant le bien-fondé de la conception du projet et l'opportunité des ajustements éventuels, aux solutions techniques pour garantir la réalisation des résultats escomptés (chaîne de résultats), l'adéquation de l'évaluation des risques, les mesures de protection environnementales et sociales, et les dispositions de mise en œuvre. Pour les Opérations d'Appui aux Programmes (OAP), l'évaluateur examinera la pertinence des mesures préalables, du dialogue sur les politiques et du niveau auquel l'opération aurait pu être davantage en faveur des pauvres dans sa conception.

La revue valide que la pertinence de la conception du projet (de la phase d'approbation à l'achèvement) est satisfaisante (3).

Le PCR confirme que la conception de l'étude a permis la mise en œuvre de ses différentes phases d'une manière globalement satisfaisante comme l'a été également attesté par les Aide-Mémoires des missions de supervision. L'organisation en 4 phases distinctes avec les objectifs définis a facilité la tâche du consultant et de l'ONAS. La tenue de l'atelier de lancement du projet, de l'atelier de validation du Schéma directeur (SD) et des ateliers de restitution intermédiaires a permis la participation effective de tous les acteurs du secteur de l'AEPA de la ville et des représentants des associations des quartiers. Un avenant au contrat du consultant a été conclu pour renforcer une activité initiale (réalisation des ouvrages de démonstration additionnels pour couvrir tous les quartiers) et pour introduire une activité qui n'a pas été prévue initialement à savoir l'organisation de la table ronde des bailleurs de fonds mais dont les résultats n'étaient pas concluants.

Le PCR considère également que, s'agissant d'un SD tenant lieu d'un document de planification, les Termes de Référence (TDR) des prestations du Consultant auraient dû clairement exigé le développement d'outils de gestion et de planification comme le Système d'Information Géographique (SIG), un modèle de prévision des crues et le renforcement des capacités techniques des acteurs ONAS et Mairie, par l'acquisition de logiciels et des formations.

EFFICACITE

c. Efficacité dans la réalisation des effets (réalisations):

Évaluation du niveau d'atteinte des résultats escomptés (à partir du cadre logique) en se basant sur le dernier rapport sur l'État d'Exécution et les Résultats (EER) et en utilisant des éléments de preuves (données probantes) directs et indirects sur les réalisations ou les réalisations attendues. En absence de données suffisantes (comme preuves directes), des éléments de preuves indirectes (comme les extraits et des processus pertinents de la chaîne de causalité) devraient être utilisés en particulier dans l'évaluation de la mesure dans laquelle les résultats/objectifs devraient être atteints. L'absence de données suffisantes pour évaluer l'efficacité doit être indiquée (et décrite en détail au niveau de la qualité du RAP). La notation du RAP devrait également être indiquée dans cette section.

La revue ne confirme pas que l'efficacité dans la réalisation des effets est satisfaisante (3) mais la juge insatisfaisante (2).

L'effet majeur était le résultat de la table ronde de bailleurs de fonds, tenue à Dakar en Décembre 2012 et qui n'avait pas été prévue initialement par l'évaluation. Le montant total des financements mobilisés et confirmés s'élevait à 6,7 millions € (5,9 millions accordés par la BAD et 0.8 million par l'Initiative pour l'Alimentation en Eau et l'Assainissement en Milieu Rural – RWSSI) soit 23% du total escompté qui est de 28,7 millions € d'après le Rapport Annuel de la FAE de 2016 (Edition Avril 2017).

d. Efficacité dans la production des extraits:

Évaluer le niveau de réalisation des extraits (y compris pour les prêts programmes le niveau d'exécution des mesures complémentaires nécessaires à leur mise en œuvre, notamment la sensibilisation du public, dialogue sur les politiques et de disposition institutionnelles par exemple). Pour ce faire, l'évaluateur doit porter son jugement sur la base des résultats du dernier rapport sur l'Etat d'Exécution et les Résultats (EER) du projet. Il indiquera, en se basant sur des preuves, le degré de couverture et de discussion par le RAP des extraits du projet (prévus-réels) ainsi que les raisons d'éventuels écarts.

La revue confirme que l'efficacité du projet dans la réalisation des extraits est satisfaisante (3).

L'Aide-Mémoire de la dernière mission de supervision ainsi que le PCR confirment que tous les produits prévus à l'évaluation ont été réalisés avec satisfaction. L'état de mise en œuvre des différentes activités par composante se résume comme suit :

1. Composante A - Etudes préliminaires et de diagnostic : Toutes les activités de cette composante ont été réalisées et les rapports finaux validés : Données de base; Eaux usées et excréta; et Eaux pluviales.
2. Composante B - Sensibilisation sur les options stratégiques du Plan Directeur et rapport sur la stratégie : les activités de cette composante ont été entièrement réalisées. Les rapports finaux sur les options stratégiques de l'assainissement de Ziguinchor ont été validés. Il s'agit de Stratégies eaux usées et excréta et Stratégies eaux pluviales.
3. Composante C – Préparation du Plan directeur d'assainissement, Plan d'investissement général et l'Evaluation stratégique environnementale : Toutes les activités de cette composante ont été réalisées et les rapports finaux suivants sur les options stratégiques de l'assainissement de Ziguinchor ont été validés et transmis à l'ONAS : Eaux usées et excréta; Eaux pluviales; Analyse économique du volet Eaux usées et excréta; Analyse économique du volet Eaux pluviales; Evaluation stratégique environnementale; Les versions finales du Plan directeur d'assainissement et du plan d'investissement par phases.
4. Composante D – Préparation pour la mise en œuvre des projets et investissements prioritaires : Les rapports finaux d'avant-projets sommaires (APS) comprenant l'évaluation environnementale et l'étude socio-économique et financière ainsi que les rapports finaux d'avant-projet détaillé (APD) pour les eaux pluviales, usées et les dossiers d'appel d'offres (DAO) correspondants ont été approuvés par l'ONAS. L'étude sur l'impact environnemental et social (EIES) de l'option technique retenue a été restituée aux acteurs du secteur de l'assainissement.

Les composantes de l'étude ont été accompagnées de la réalisation de 236 sites de démonstration (prévus dans le contrat principal du Consultant et l'avenant y afférent). Ceci a permis de démontrer, in situ, l'adaptabilité des solutions techniques retenues. Lors de la définition des activités du PDAZ, il était prévu juste une phase pilote de réalisation de 25 ouvrages d'assainissement autonome. Mais étant confronté à une demande très forte des populations pour une multiplication de ces ouvrages, la coordination du projet a introduit un avenant pour une extension de 214 ouvrages additionnel à d'autres quartiers. Cependant, la non prise en charge de l'entretien, de la maintenance du site de démonstration de l'école a constitué une insuffisance dans la réalisation des objectifs de développement de l'étude.

Le voyage d'étude à l'étranger ainsi que le rapport d'achèvement du bénéficiaire n'ont pas été réalisés

L'organisation de la table ronde des Bailleurs de fonds pour présenter les projets et recueillir des engagements de financements n'était pas prévue à l'évaluation. Elle a été occasion de présenter les besoins de financement du secteur de l'AEPA à l'échelle du pays. 23% seulement de l'investissement escompté a été confirmé.

e. Résultats de développement du projet:

Évaluer les progrès que le projet a réalisés dans le sens de l'atteinte de son objectif de développement devrait conduire à une note qui combine les notations établies pour les effets et les produits suivant une méthodologie recommandée dans la Note d'orientation du personnel en

matière de préparation des RAP et de notation (pour plus de détails, voir lignes directrices au personnel sur l'établissement de rapport sur l'état d'exécution et les résultats (EER) des opérations du secteur public).

La revue ne confirme pas que les réalisations en vue d'atteindre l'objectif de développement du projet sont Satisfaisantes (3) mais les juge Insatisfaisantes (2).

La notation découle de celles établies pour les effets et les produits selon la méthodologie de la Note d'Orientation du Personnel en Matière de Préparation des Rapports d'Achèvement de Projet et de Notation (Août 2012) pour évaluer les progrès que le projet a réalisés dans le sens de l'atteinte de son objectif de développement.

f. Bénéficiaires:

En se basant sur des éléments à preuve, l'évaluateur portera son jugement sur le réalisme du nombre total de bénéficiaires que le projet a couverts par catégorie et par sexe.

Comme prévu, les bénéficiaires sont la population de la ville de Ziguinchor (estimée en 2013 à environ 250,000 habitants en 2013). Environ, 50% de bénéficiaires sont des femmes. Cette population se classait au quatrième rang parmi les villes les plus peuplées du Sénégal. Elle représente un pôle d'attraction et occupe une position de carrefour pour les populations de la Guinée-Bissau, de la Guinée Conakry et de la Gambie.

Les institutionnels qui bénéficieront également du plan de développement seront : L'ONAS, La Mairie de la ville, les services techniques du secteur de l'assainissement de la ville, les agences internationales de coopération ainsi que Les associations de quartiers

g. Effets imprévus additionnels (positifs et négatifs, pas pris en compte dans le cadre logique):

Ils comprennent le genre, le changement climatique, les questions sociales et socio-économiques. Evaluer le degré d'importance des résultats additionnels et importants énoncés ou non couverts par le RAP. La revue devra également se prononcer sur la couverture par le RAP de ces résultats.

Le RAP a cité 4 effets imprévus additionnels. La revue en a retenu un seul et a considéré deux comme des éléments à classer dans la production des extraits et. Le 4^{ème} ne semble pas être approprié pour l'exercice de la validation.

L'effet additionnel retenu est le suivant :

Social :

- La contamination de certains puits a constitué un effet négatif déploré par le service d'hygiène et certains ménages. Cet effet s'est manifesté malgré l'effort d'adéquation entre le type d'ouvrage et le niveau de la nappe phréatique.

EFFICIENCE

h. Respect du calendrier :

Évaluer dans quelle mesure le calendrier d'exécution initial du projet a été respecté en se basant sur une comparaison de la durée prévisionnelle et de la durée réelle d'exécution, à compter de la date d'entrée en vigueur. Pour les prêts programmes les décaissements à temps des tranches sont évalués suivant cette même méthodologie.

La durée initiale du projet était de 22 mois et la durée réelle fut de 63 mois.

Le RAP rapporte que ce retard a été enregistré notamment au démarrage et à la fin de l'étude. Le retard pris au démarrage est lié à l'obtention de l'avis de non objection (ANO) de la FAE et de l'Avis de la Direction Centrale des marchés publics sur le Contrat du Consultant. Le retard de plusieurs mois pris à la fin du projet est lié au désaccord financier entre les deux membres du groupement sur la fixation des coûts unitaires des ouvrages de démonstration.

Ce retard a été aussi accentué par i) le temps alloué à la prorogation due à l'avenant pour l'exécution des ouvrages d'assainissement autonomes, et ii) le temps accordé pour l'obtention du dernier décaissement. Aussi certains retards parfois de plusieurs mois ont été enregistrés au cours de l'exécution de l'étude, dus au non-respect des commentaires par le Consultant. Enfin, l'exécution des travaux de terrain a eu quelques mois de retard dû à la saison des pluies.

En conséquence, le rapport entre délai d'exécution prévisionnel et délai réel d'exécution à compter de la date d'entrée en vigueur est 0,35.

En vertu de la Note d'Orientation du Personnel en Matière de Préparation des Rapports d'Achèvement de Projet et de Notation, **la revue ne confirme pas que l'efficacité du projet dans le respect du calendrier est Insatisfaisante (2) mais la juge Très insatisfaisant (1).**

i. Efficacité dans l'utilisation des ressources:

Évaluer l'exécution physique (basée sur les livrables) par rapport aux ressources utilisées (basées sur les engagements cumulés) à la phase d'achèvement pour tous les bailleurs de fonds du projet (Banque, Gouvernement, et autres). Ce critère ne s'applique pas aux prêts programme, vu que souvent il n'y a pas de lien direct entre les produits et les montants décaissés.

La revue confirme que l'efficacité dans l'utilisation des ressources est satisfaisante (3).

Le projet a réalisé tous ses produits dans les limites du budget disponible. (cf. méthodologie ERR). Bien que le taux moyen de réalisation physique du projet sur celui des engagements soit supérieur à 1, le RAP confirme que le voyage d'étude à l'étranger ainsi que le rapport d'achèvement du bénéficiaire n'ont pas été réalisés et que les coûts y afférant ont bien été payés aux Consultants. Aucun remboursement ne semble avoir été effectué d'après les rapports d'audit.

Le RAP précise également que le montant du reliquat à restituer à la FAE à la fin du projet devrait être 78,355 Euros. Le rapport d'audit final n'a pas soulevé cette question et aucune restitution de fonds n'a été mentionnée dans le SAP, le taux de décaissement étant 100%.

j. Analyse coût- bénéfice:

Évaluation du degré d'obtention des résultats de développement à temps, et dans quelles mesures les coûts ont été efficaces et ont été fournis de la manière la plus efficace. La notation du RAP devrait être commentée. L'évaluateur devra vérifier si les avantages du projet (réalisés ou dont la réalisation est escomptée) excèdent les coûts effectifs. Pour ce faire, les éléments de preuves/évidences se baseront essentiellement sur une comparaison entre les Taux de Rentabilité Economique (TRE) calculés lors de l'évaluation/ de la revue à mi-parcours et à l'achèvement. En commentant les notations de RAP, le degré d'utilisation des sources sur les éléments de preuves justifiant la note accordée devrait être pris en compte. L'évaluateur devra s'assurer de la validité des hypothèses de calcul et que c'est le même modèle qui a été utilisé pour les calculs des différents TRE. Pour les prêts au programme ou le cas calcul du TRE n'est pas approprié, l'évaluation pourrait se faire si cela est possible par rapport à la contribution des réformes politiques à la croissance économique. En cas d'insuffisances de preuves, une note appropriée sera ainsi attribuée.

n/a

k. État d'avancement de l'exécution:

Évaluer l'appréciation du RAP sur l'état d'avancement de l'exécution (EE) à partir du dernier EER actualisé en tenant compte de l'ensemble des critères applicables à l'EE. Il s'agit notamment : i) de la conformité aux engagements (conditions du projet, sauvegardes environnementales et sociales et respect des recommandations d'audit) ; ii) des systèmes et procédures du projet (passation de marchés, gestion financière, suivi et évaluation) ; iii) de l'exécution et le financement du projet (décaissements, engagements budgétaires, financement de contrepartie et cofinancement).

La revue valide que l'état d'avancement de l'exécution du projet est satisfaisant (3)

Le Rapport sur l'état d'exécution et les résultats (EER) a été joint au RAP. Le rapport est clair et bien documenté. D'après le RAP, la notation moyenne de l'Etat d'Exécution (EE) est 3.

DURABILITE

l. Viabilité financière:

Évaluer dans quelle mesure les mécanismes et modalités de financement (par exemples : tarifs, frais d'utilisateur, frais d'entretien, dotations budgétaires, autres contributions des parties prenantes, flux d'aide, etc.) ont été mis en place pour garantir un flux continu de bénéfices après l'achèvement du projet et assurer sa pérennité financière. Pour les prêts programmes l'évaluation devrait se focaliser sur la viabilité financière des réformes, ainsi que sur le dialogue sur les politiques de la Banque visant à promouvoir la viabilité financière des réformes.

La revue valide que la viabilité financière est Insatisfaisante (2).

Le montant total des financements mobilisés lors de la table ronde de bailleurs de fonds tenue à Dakar en Décembre 2012 et confirmés s'élevait à 6,7 millions € (5,9 millions accordés par la BAD et 0.8 million par l'Initiative pour l'Alimentation en Eau et l'Assainissement en Milieu Rural – RWSSI) soit 23% du total escompté qui est de 28,7 millions € d'après le Rapport Annuel de la FAE de 2016 (Edition Avril 2017).

D'après le RAP, Le PDAZ a développé une stratégie favorisant une prise en charge efficace de l'entretien des infrastructures d'assainissement public par des structures de gestion tenues par les usagers, sous la responsabilité de la Mairie. Toutefois, l'étude n'a pas suffisamment développé les modalités et les mécanismes opérationnels de financement de l'assainissement offrant des perspectives de pérennisation, c'est-à-dire d'autofinancement du secteur. D'autant plus que la situation actuelle est marquée par l'absence d'une représentation de l'ONAS à Ziguinchor, la non clarté des attributions des acteurs locaux (municipalités, usagers) et les insuffisances des capacités des usagers, de la Mairie, des PME et des structures de crédit.

m. Durabilité institutionnelle et renforcement des capacités:

Évaluation de la contribution du projet au renforcement des capacités institutionnelles, y compris, par exemple, par l'utilisation des systèmes nationaux – qui vont favoriser la continuité des flux d'avantages liés au projet. L'instauration ou non de pratiques améliorées de gouvernance, de compétences acquises, procédures, incitations, structures ou mécanismes institutionnels développés du fait de l'opération seront prises en compte. Pour les prêts programmes, l'approche devrait intégrer une évaluation: de la contribution au renforcement des capacités pour piloter et gérer les processus de réformes politiques; de la mesure dans laquelle l'économie politique de la prise de décision a été propice aux réformes; de l'engagement du gouvernement en faveur des réformes; et de la manière dont la conception a renforcé l'appropriation nationale.

La revue ne confirme pas que la durabilité institutionnelle et renforcement des capacités est satisfaisante (3) mais la juge insatisfaisant (2).

Le RAP considère que le PDAZ a développé une synergie et un travail collaboratif entre l'ONAS et la Mairie. Aussi de par l'application de l'approche participative et de concertation, il a renforcé le savoir-faire et les capacités opérationnelles de i) l'ONAS et la Mairie en tant que maître d'ouvrage, ii) de l'ONG PACTE en tant que maître d'œuvre spécialisé dans le domaine de l'assainissement, iii) des PME, artisans et maçons en tant que chargés de la réalisation des ouvrages de démonstration, iv) des conseils des quartiers dans le rôle de relais et d'intermédiaire social et v) les services techniques de la ville (Direction de l'environnement et des établissements classés, Direction du développement local, Direction régionale du développement rural, Service d'hygiène, Service régional de l'urbanisme, Inspection départementale de l'éducation nationale) en tant qu'acteurs du secteur de l'assainissement.

La non organisation du voyage d'étude et l'absence des activités de mise en place de logiciels d'assainissement ont limité la portée du PDAZ en termes de renforcement des capacités institutionnelles de l'ONAS et de la Marie.

n. Appropriation et durabilité des partenariats:

L'évaluateur détermine l'implication effective ou non, dans le projet, des parties prenantes compétentes, la promotion d'un sens d'appropriation chez les bénéficiaires (femmes et hommes confondus) et la mise en place de partenariats fructueux avec les parties prenantes compétentes (autorités locales, organisations de la société civile, secteur privé, donateurs), tel que requis pour la pérennisation des produits du projet. Pour les prêts programmes, l'évaluation devrait mesurer la capacité du gouvernement à mener le dialogue sur des politiques ainsi que le niveau d'appui de la Banque pour l'approfondissement au processus de consultation.

La revue confirme que l'appropriation et la durabilité des partenariats est satisfaisante (3).

D'après le RAP, le PDAZ a connu une bonne implication de la Mairie d'autant plus qu'elle a participé tout au long du processus de concertation, au choix des solutions techniques et de mise en œuvre des sites pilotes de démonstration.

Les services techniques de la ville les plus concernés ont participé au lancement et à la validation des études.

Grâce aux campagnes de sensibilisation et de consultation et à la mise en place des sites de démonstration des ouvrages d'assainissement, le niveau d'appropriation des habitants des quartiers bénéficiaires est satisfaisant.

Aussi, la réalisation de ces ouvrages a permis l'appropriation des technologies de réalisation adaptées et à faible coût pour les artisans locaux et les ONG locales.

En ce qui concerne le secteur privé, son implication et son appropriation du projet sont très limitées. Vraisemblablement le nombre très limité des PME opérants dans l'assainissement est à l'origine de cette insuffisance.

o. Durabilité environnementale et sociale:

Evaluer le niveau d'objectivité de la notation du RAP sur la mise en œuvre effective des mesures d'atténuation/de renforcement environnemental et social du projet conformément au plan de gestion environnementale et social (PGES), la capacité des institutions et des systèmes nationaux, ainsi que la disponibilité de financements pour garantir la durabilité environnementale et sociale de l'opération. Ce critère ne s'applique qu'au projet de catégorie I & II.

Le projet est classé en catégorie 3. Aucune autre clarification n'a été fournie par le RAP

4. ÉVALUATION DES PERFORMANCES DES PARTIES PRENANTES

a. Performance de la Banque:

(préparation/approbation, en partie s'assurer de la QAE: qualité de la supervision, achèvement): Fournir les observations sur l'objectivité des notations du RAP et de l'appréciation de l'emprunteur, et re-noter au besoin la performance de la Banque durant tout le cycle du projet (conception, mise en œuvre; achèvement) en se concentrant sur les indications des éléments de preuves du RAP en rapport avec l'ensemble des 7 critères définis dans la note d'orientation du RAP.

La revue confirme que la performance de la Banque est satisfaisante (3).

Le RAP confirme que la FAE a veillé à la bonne exécution de l'étude et au respect de ses règles et procédures en matière d'acquisition. Elle a contribué aux changements apportés en cours de projet et à la forte implication/ appropriation des différentes parties prenantes. Pendant toute la durée du projet, la Banque/FAE a réalisé 3 missions de supervision entre Novembre 2003 Septembre 2012 en plus de la mission pour assister à la réunion d'achèvement du projet en Février 2012. Elle a participé à la table ronde des Bailleurs de fonds.

Pour une meilleure efficacité de sa mission, la FAE a fait participer l'expert eau de SNFO Sénégal en tant que relais local. Certaines recommandations cruciales des missions de supervision n'étaient pas appliquées, d'où la persistance de certains problèmes d'efficience du projet. Un audit à mi-parcours a été réalisé dans le cadre du projet. L'audit final a été réalisé et son rapport préparé en Octobre 2013.

Le bénéficiaire a cependant signalé que les lenteurs des décaissements enregistrés ont été les causes de certains retards dans l'exécution de l'étude.

b. Performance de l'Emprunteur:

Fournir les observations sur l'objectivité des notations du RAP, et ré noter la performance de l'emprunteur durant tout le cycle du projet (conception, mise en œuvre; achèvement) en se concentrant sur les indications des éléments de preuves du RAP en rapport avec les questions définie dans la note d'orientation du RAP.

La revue ne confirme pas que la performance de l'Emprunteur est satisfaisante (3) mais la juge insatisfaisante (2).

Le RAP affirme que l'emprunteur a respecté l'intégralité de ses engagements contractuels vis à vis de la Banque/FAE. Il a mis à la disposition du projet sa contrepartie au moment voulu. Il a veillé tout au long du projet à impliquer l'ensemble des parties prenantes aux décisions prises, et la validation des produits réalisés par le consultant. La gestion et le suivi conjoints par l'ONAS/Coordonnateur de la mise en œuvre de l'étude étaient satisfaisants, malgré quelques difficultés liées au reporting et au contrôle rigoureux des délais. La facilitation assurée par l'ONAS était décisive pour trouver une solution à la mésentente entre les membres du Groupement. Cependant, le projet a connu des retards d'exécution dus à une insuffisance de flexibilité par le bénéficiaire du don pour l'organisation de certaines activités. Le rapport d'achèvement du projet n'a pas été préparé par le bénéficiaire, malgré les multiples rappels du chargé de projet et les constats des missions de supervision de la FAE.

c. Performance des autres parties prenantes:

Fournir les observations sur l'objectivité des notations du RAP, et re-noter la performance des autres parties prenantes durant la mise en œuvre et à l'achèvement) en se concentrant sur les indications des éléments de preuves du RAP en rapport avec les questions pertinents spécifiques à chaque acteurs (cofinanciers, ONG, entrepreneurs/prestataires de service etc).

La revue valide que la performance des autres parties prenantes est Insatisfaisante (2).

Le RAP rapporte que le Consultant n'a répondu que partiellement aux besoins du bénéficiaire. Les études prévues par le projet ont été réalisées par le Groupement PECHER/EDE, qui a été sélectionné suite à une procédure d'appel à concurrence en conformité avec les règles de la Banque. Au départ du projet jusqu'à la remise des premiers rapports, les prestations étaient très performantes. L'exécution des tâches étaient même en avance sur le planning. L'ONAS voulait d'ailleurs introduire une demande d'avenant pour réduire les délais. Mais la démarche a été stoppée par un conflit entre les deux membres du groupement qui a sévèrement affecté le projet. C'est à partir de ce moment qu'il a été véritablement constaté une défaillance du Groupement et ce jusqu'à la fin du projet. Cette défaillance a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 20 février 2012. Certaines activités annoncées par la méthodologie du Consultant n'ont pas été réalisées à l'instar du Système d'Information Géographique (SIG) ou réalisées pour un seul volet. Cette défaillance s'est illustrée par le refus du Consultant de prendre en compte les observations formulées par le Bailleur et l'ONAS ou de considérer les impératifs et les solutions proposées par l'ONAS notamment en ce qui concerne l'étude électromécanique.

5. SYNTHÈSE SUR LA PERFORMANCE GLOBALE DU PROJET/ PROGRAMME

a. Evaluation globale:

Résumé de l'évaluateur sur la performance globale du projet/programme sur la base des quatre volets clés du RAP (Pertinence, Efficacité, efficacité et Durabilité), et en cas de différence avec le RAP, les raisons devraient être évoquées. Au cas où les éléments de preuves accessibles (à partir du RAP ou d'autres documents) à l'évaluateur sont insuffisants, alors une note partiellement satisfaisante (à réviser) devrait être donnée jusqu'à ce qu'un REPP soit réalisé.

La revue confirme que la performance globale du projet est satisfaisante. Le projet a atteint son objectif de développement aussi bien au niveau des produits qu'au niveau des effets. Le schéma directeur d'assainissement de Ziguinchor (SD) tient présentement lieu d'un document de planification. Les composantes de l'étude ont été accompagnées de la réalisation de 236 sites de démonstration (prévus dans

le contrat principal du Consultant et l'avenant y afférent). Ceci a permis de démontrer, in situ, l'adaptabilité des solutions techniques retenues. Aussi, la réalisation de ces ouvrages a permis l'appropriation des technologies de réalisation adaptées et à faible coût pour les artisans locaux et les ONG locales. Le PDAZ a développé une stratégie favorisant une prise en charge efficace de l'entretien des infrastructures d'assainissement public par des structures de gestion tenues par les usagers, sous la responsabilité de la Mairie. Toutefois, l'étude n'a pas suffisamment développé les modalités et les mécanismes opérationnels de financement de l'assainissement offrant des perspectives de pérennisation, c'est-à-dire d'autofinancement du secteur. D'autant plus que la situation actuelle est marquée par l'absence d'une représentation de l'ONAS à Ziguinchor, la non clarté des attributions des acteurs locaux (municipalités, usagers) et les insuffisances des capacités des usagers, de la Mairie, des PME et des structures de crédit. Les Termes de Référence (TDR) des prestations du Consultant auraient dû clairement exiger le développement d'outils de gestion et de planification

Le voyage d'étude à l'étranger ainsi que le rapport d'achèvement (RAP) du bénéficiaire, prévus dans les TDR, n'ont pas été réalisés

L'organisation de la table ronde des Bailleurs de fonds pour présenter les projets et recueillir des engagements de financements n'était pas prévue à l'évaluation. Le montant total des financements mobilisés et confirmés s'élevait à 6,7 millions € soit 23% du total escompté qui est de 28,7 millions €.

b. Conception du Suivi-évaluation, Mise en œuvre et utilisation (Appréciation de l'évaluateur):

Évaluation des dépenses prévues et réelles sur la conception, la mise en œuvre et l'utilisation du système de S&E : Conception: Dans quelle mesure le système de S&E du projet a été explicite, adéquat et réaliste pour générer et analyser des données pertinentes. ; Mise en œuvre: Dans quelle mesure des données pertinentes ont été recueillies - indications dans le RAP de la mise en œuvre du S&E et son efficacité. ; Utilisation: Degré d'utilisation des données générées pour la prise de décision et l'allocation des ressources - indications dans le RAP de l'utilisation du S&E.

La revue confirme que la performance du suivi-évaluation est satisfaisante (3).

Le rapport d'Évaluation a spécifié que le cadre logique devrait servir de base pour l'évaluation en considérant les résultats et les produits obtenus au cours de l'exécution et à la fin du projet. A ce titre, il précise qu'un Comité de Pilotage (CP) pour le projet serait mis en place pour entériner le programme d'activités et assurer la bonne gouvernance, en sa qualité d'organe de décision suprême de l'Étude. Il précise également que la supervision de l'exécution de l'Étude devrait suivre le modèle de Gestion axée sur les Résultats tel que défini dans le Cadre Logique Axé sur les Résultats (CLAR) établi à l'évaluation. L'Accord de Don prévoit des mécanismes et des critères de comptabilité spécifiques. La FAE devrait recruter et engager un auditeur chargé d'effectuer une évaluation à posteriori ou une revue des documents justificatifs et un audit de l'Étude.

L'ONAS devrait préparer un rapport semi-annuel de l'état d'avancement de l'Étude, des décaissements et de l'état du compte du projet. Les rapports semi annuels devraient se pencher sur les difficultés ou contraintes spécifiques, le cas échéant, auxquelles le projet ferait face et devraient proposer des solutions pour remédier aux problèmes identifiés.

La Banque a réalisé 3 missions de supervision et une mission pour la réunion d'achèvement du projet. Elle a participé à la table ronde des Bailleurs de fonds.

Le RAP précise que :

- i. Les rapports trimestriels ont été remis régulièrement mais avec de retard parfois très important. Le rapport d'achèvement du bénéficiaire n'a pas été préparé;
 - ii. L'ONAS et le Coordonnateur du Projet ont tenu à renseigner dans le rapport d'avancement trimestriel (RAT) un tableau de bord de suivi des indicateurs ; ce qui a permis de mettre à disposition des informations, en particulier sur l'avancement du projet, en termes technique, financier et de passation des marchés.
-

-
- iii. L'ONAS et le Coordonnateur du projet n'ont pas été suffisamment attentive à certaines recommandations formulées par les missions de supervision de la FAE, en particulier l'organisation du voyage d'étude, l'élaboration du PAR, les retards constatés dans la livraison des études.

6. APPRÉCIATION DE L'ÉVALUATEUR SUR LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS

Le RAP a mentionné des enseignements et des recommandations intéressantes. La revue en a choisi les plus pertinentes et les a reformulés comme suit :

a. Enseignements tirés:

Exposé succinct d'éventuels accords/désaccords avec tout ou partie des enseignements du RAP tirés à l'issue de l'analyse de la performance du projet suivant chaque critère d'évaluation (Pertinence, Efficacité, Efficience, viabilité). Les principaux enseignements pertinents (et génériques) du RAP, reformulés et/ou nouveaux sont à énumérer ici suivant chaque critère d'évaluation. Il est recommandé de se limiter à cinq enseignements au maximum en précisant pour chaque enseignement la question clés ainsi que le public cible.

Adéquation avec les besoins de la population : L'étude a porté sur le volet eaux usées et le volet eaux pluviales en parfaite adéquation avec les besoins prioritaires de la ville. Cette adéquation a été permise à l'origine par l'adoption du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) de la demande exprimée par la Mairie. Elle a facilité aussi la participation des acteurs du secteur de l'AEPA de la ville et des populations tout au long du processus de l'étude et l'appropriation des solutions retenues.

Importance des activités d'ingénierie sociale dans le cadre de l'étude du SD : La sensibilisation des populations a été menée efficacement et a facilité l'expression de la demande d'assainissement. Cette sensibilisation gagnera d'avantage en efficacité en l'inscrivant dans une activité plus globalisante d'Information-Education-Communication (IEC) et de changement de comportement socioculturel visant l'ensemble des populations y compris les couches sociales les plus défavorisées de la ville. L'ingénierie sociale doit être identifiée comme activité du projet, avec un budget spécifique en conséquence. L'un des volets à traiter par cette activité d'ingénierie sociale est le financement durable de l'assainissement qui implique la participation des usagers dans les coûts d'investissement, d'entretien et d'exploitation des ouvrages. La recherche de technologies à faible coût de réalisation et d'entretien correspondant à la capacité et volonté à payer des usagers est à même de promouvoir le financement local.

Mécanisme de suivi de la mobilisation des fonds : La concrétisation des promesses et des engagements des bailleurs de fonds est un enjeu important pour la durabilité du projet. Elle nécessite la mise en place de plusieurs dispositifs et mécanismes sectoriels de plaidoyer, de suivi et de coordination par projet et par bailleur de fonds.

Renforcement des capacités de la maîtrise d'ouvrage : Le renforcement des capacités doit viser le niveau conceptuel de l'étude et le niveau opérationnel d'exécution. Pour le niveau conceptuel, la maîtrise des produits et d'éventuelles révisions du SD, nécessite le renforcement des capacités de l'ONAS et de la Mairie pour l'utilisation des outils et des modèles de conception développés dans le cadre de l'étude, l'acquisition de logiciels d'assainissement et la formation à leur utilisation. Dans ce cadre, le développement d'un SIG doit constituer une activité intégrante clairement exigée par les TDR d'élaboration de SD d'assainissement.

Pour le niveau opérationnel, la Mairie est tenue de contrôler périodiquement le bon fonctionnement et l'entretien des ouvrages d'assainissement collectifs ou semi-collectifs. L'intervention de la Mairie peut

aller plus loin, et prendre en charge l'entretien voire la réhabilitation des ouvrages existants. Elle peut créer en son sein et afin d'exercer cette tâche un service public d'assainissement collectifs ou semi-collectifs qui pourrait être alimenté par une redevance spécifique. Des activités de renforcement des capacités de la Mairie sont à mener par ailleurs à travers la formation dans la gestion des projets et à travers l'assistance technique, pour améliorer la qualité de plaidoyer, planification et suivi de la mise en œuvre des projets. L'élaboration dans le cadre du SD de manuels de conception des ouvrages expliquant les consignes précises sur l'entretien et l'exploitation est à exiger. Ce type de document doit constituer un produit des études de SD d'assainissement.

b. Recommandations:

Exposé succinct d'éventuel accords/désaccords avec tout ou partie des recommandations du RAP. Les principales recommandations (nécessitant plus d'actions par l'Emprunteur et/ou la Banque) du RAP, reformulés et/ou nouvelles sont à énumérer ici.

Elaboration de manuels et formation de l'unité de coordination du projet aux procédures de la Banque : Il est indispensable de former le coordonnateur de projet et le comptable dès le démarrage des activités. La réussite de cette formation est liée aussi à la mise en place de l'instrumentation constitutive d'une bonne mise en œuvre, en particulier les manuels de procédures et le plan de suivi-évaluation.

litiges entre deux membres d'un groupement: Afin d'éviter des litiges entre deux membres d'un groupement, il est nécessaire que la convention de groupement intègre des clauses afférant à la solidarité des membres et à l'établissement des responsabilités en cas de manquement d'un membre de groupement. Cette convention pourrait être exigée tant que pièce constitutive du contrat principal. La fixation sans équivoque des critères de qualification et de sélection est à même d'atténuer les risques de défaillance.

7. COMMENTAIRES SUR LA QUALITÉ DU RAP ET DU RESPECT DES DÉLAIS (PONCTUALITÉ)

L'évaluation de la qualité sera basée sur tout ou une partie des critères indiqués en annexe et d'autres (le cas échéant): La qualité du RAP sera jugée très satisfaisante/exemplaires (4), satisfaisante (3), peu satisfaisante (2) ou très peu satisfaisante (1). Le respect des délais d'élaboration du RAP; jugé à temps (exemplaire = 4) ou en retard /pas satisfaisant (1). Le degré de participation de l'Emprunteur, cofinancier et du Bureau extérieur de la Banque (BE), noté comme: élevé/exemplaire (4), ou substantiel/significatif (3), ou modéré (2), ou négligeable (1).

La qualité du RAP est globalement satisfaisante. Il a été préparé 10 mois après la réalisation des études et la tenue de la conférence des bailleurs de fonds.

Le RAP a bien décrit le degré de réalisation du projet avec les arguments documentés concernant les pertinences du projet, ses produits et ses effets. Il a bien analysé le système de Suivi & Evaluation qui avait été mis en place et a bien noté le rôle de la Banque durant l'exécution du projet et pendant la tenue de la conférence des bailleurs de fonds. Il y'a des inconsistances concernant les montants décaissés.

Il convient de souligner que le rapport sur l'état d'exécution et d'évaluation sur les résultats (EER) a bien été élaboré et attaché au RAP.

8. RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION

Ceci est un résumé des notations du RAP et celles d'IDEV accompagné d'éventuelles raisons de désaccords/commentaires. Pour la dernière colonne, la section appropriée de l'examen PCR devrait être rappelée pour éviter des discussions détaillées. Lorsque l'évaluateur n'est pas en mesure de valider la note du RAP pour un critère, une justification adéquate doit être fournie. En conséquence, la note globale du projet pourrait être «pareillement satisfaisant ».

Critères	RAP	Revue du RAP	Raisons de désaccords/Commentaires
PERTINENCE			
Pertinence de l'objectif de développement du projet	4	4	Le projet s'inscrivait dans le cadre du PEPAM. Les investissements identifiés sont consistants avec l'objectif de la promotion active de solutions d'assainissement alternatives et durables dans une perspective de réduction de la pauvreté. L'étude est, en outre, conforme aux orientations stratégiques et aux activités opérationnelles de la FAE.
Pertinence de la conception du projet	3	3	L'organisation en 4 phases distinctes avec les objectifs définis a facilité la tâche du consultant et de l'ONAS. Les ateliers de lancement et de validation a permis la participation effective de tous les acteurs du secteur de l'AEPA. Mais les TDR des prestations du Consultant auraient dû clairement exigé le développement d'outils de gestion et de planification comme le SIG, un modèle de prévision des crues et le renforcement des capacités techniques des acteurs ONAS et Mairie.
EFFICACITE			
Objectif de développement (OD)	3	2	Notation résultant de la méthodologie de la Note d'Orientations du Personnel en Matière de Préparation des Rapports d'Achèvement de Projet et de Notation (Août 2012)
EFFICIENCE			
Respect du calendrier	2	1	La durée initiale était prévue être 22 mois et le réel s'est fait sur 36 mois. Le rapport entre délai d'exécution prévisionnel et délai réel est 0,35.
Efficiency de l'utilisation des ressources	3	3	Le projet a réalisé tous ses produits dans les limites du budget disponible. (cf. méthodologie ERR). Bien que le taux moyen de réalisation physique du projet sur celui des engagements soit >1, le RAP confirme que le voyage d'étude à l'étranger ainsi que le RAP du bénéficiaire n'ont pas été réalisés et que les coûts y afférant ont bien été payés aux Consultants. Le reliquat à restituer à la FAE devrait être 78,355 €. Le rapport d'audit final n'a pas soulevé cette question et aucune restitution de fonds n'a été mentionnée dans le SAP, le taux de décaissement étant 100%.

Analyse coût -bénéfice	n/a	n/a	
État d'avancement de l'exécution (IP)	3	3	REER a été joint au RAP. Le rapport est clair et bien documenté. D'après le RAP, la notation moyenne de l'EE est 3.
DURABILITÉ			
Viabilité financière	2	2	La Table Ronde des bailleurs a permis de mobiliser 6,7 millions € 23% du total escompté 28,7 millions €.
Durabilité institutionnelle et renforcement des capacités	3	3	L'approche participative et de concertation a renforcé le savoir-faire et les capacités opérationnelles des intervenants. La non organisation du voyage d'étude et l'absence des activités de mise en place de logiciels d'assainissement ont limité le renforcement des capacités institutionnelles de l'ONAS et de la Marie.
Appropriation et durabilité des partenariats	3	3	Il y'a eu campagnes de sensibilisation, de consultation et à la mise en place des sites de démonstration des ouvrages pilotes. La réalisation de ces ouvrages a permis l'appropriation des technologies de réalisation adaptées et à faible coût pour les artisans locaux et les ONG locales. L'implication et l'appropriation du secteur privé sont très limitées.
Durabilité environnementale et sociale	n/a	n/a	
NOTE GLOBALE DE L'ACHÈVEMENT DU PROJET	3	3	Calcul de moyenne
Performance de la Banque:	3	3	La banque a veillé à la bonne exécution des études. Elle a réalisé 3 missions de supervision et une mission pour la réunion d'achèvement du projet. Elle a participé à la table ronde des Bailleurs de fonds. La FAE a fait participer l'expert eau de SNFO Sénégal.
Performance de l'Emprunteur:	3	2	L'emprunteur a mis à la disposition du projet sa contrepartie au moment voulu. Il a veillé à impliquer l'ensemble des parties prenantes aux décisions prises et à la validation des produits réalisés. Le projet a connu des retards d'exécution dus à une insuffisance de flexibilité par le bénéficiaire. Le RAP n'a pas été préparé par le bénéficiaire. Certaines recommandations cruciales des missions de supervision n'étaient pas appliquées.
Performance des autres parties prenantes	2	2	Le Consultant n'a répondu que partiellement aux besoins du bénéficiaire. Il y'a eu un conflit entre les deux membres du groupement qui a sévèrement affecté le projet.
Qualité du RAP:		3	substantiel

9. PRIORITÉ POUR DES FUTURES TRAVAUX D'ÉVALUATION : RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET, ÉVALUATION D'IMPACTS, REVUES PAR PAYS/SECTEUR OU ÉTUDES :

- Le projet s'inscrit dans une série et est adapté pour une évaluation en groupe
- Le projet est un cas de réussite
- Haute priorité pour une évaluation d'impact
- L'évaluation de performance est nécessaire pour des revues par secteur/pays
- Haute priorité pour une étude ou évaluation thématique ou spéciale (à spécifier)
- Le REPP est nécessaire en raison d'une validation incomplète des notations.

Principaux domaines d'intérêt dans les futurs travaux d'évaluation:

- a) Évaluation de performance nécessaire pour des revues par secteur/pays
- b) Évaluation de groupe (opérations d'appui institutionnel)
- c) Évaluation thématique (appui budgétaire ou réforme dans la gestion des finances publiques)

Action de suivi par IDEV:

Identifier des opérations du même groupe ou du même thème ; organiser un travail ou une mission de consultation permettant les travaux a), b) ou/et c).

Vérification par le Chef de Division

Approbation du Directeur

Sources de données pour la validation:

- Chargé du projet/Personnel de la Banque interviewé/contacté (en personne, par téléphone ou par courriel)
- Documents/rapports et base de données

Pièce jointe:

- Fiche de validation des notations de performance de la Note de revue de RAP.
- Liste de documents de référence

NOTE D'EVALUATION DU RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET (RAP)

Validation des notations de performance du RAP

Echelle de notation du RAP:

Note	Explication
4	Très satisfaisant - Réalisation parfaite, aucune faille
3	Satisfaisant - La majorité des objectifs sont atteints en dépit de quelques lacunes
2	Insatisfaisant - Projet partiellement abouti. Presqu'autant de résultats que de lacunes
1	Très insatisfaisant - Très peu de réalisations et de graves lacunes
UTS	Incapable de noter
NA	Sans objet

Critères	Sous-critères	Note du RAP	Validation IDEV	Justification /Commentaires
PERTINENCE	Pertinence de l'objectif de développement du projet (OD) pendant la période d'exécution	4	4	Le projet s'inscrivait dans le cadre du PEPAM. Les investissements identifiés sont consistants avec l'objectif de la promotion active de solutions d'assainissement alternatives et durables dans une perspective de réduction de la pauvreté. L'étude est, en outre, conforme aux orientations stratégiques et aux activités opérationnelles de la FAE.
	Pertinence de la conception du projet (de la phase d'approbation à la phase de clôture)	3	3	L'organisation en 4 phases distinctes avec les objectifs définis a facilité la tâche du consultant et de l'ONAS. Les ateliers de lancement et de validation a permis la participation effective de tous les acteurs du secteur de l'AEPA. Mais les TDR des prestations du Consultant auraient dû clairement exigé le développement d'outils de gestion et de planification comme le SIG, un modèle de prévision des crues et le renforcement des capacités techniques des acteurs ONAS et Mairie.
NOTE GLOBALE DE PERTINENCE		3,5	3,5	Calcul de moyenne
EFFICACITÉ*	Niveau de réalisation des Effets			
	Effet1 : Disposition de moyen de planification	3	2	Disposition d'un moyen de planification, manquant, cependant d'outils de gestion et de planification comme le SIG, un modèle de prévision des crues et le renforcement des capacités techniques des acteurs ONAS et Mairie, par l'acquisition de logiciels et des formations.
	Effet2 : Mobilisation de de fonds pour financement des projets identifiés	3	2	La conférence des bailleurs a permis d'assurer un financement final confirmé de 6,7 millions € soit 23% du total escompté (28,7 millions €)

Critères	Sous-critères	Note du RAP	Validation IDEV	Justification /Commentaires
Niveau de réalisation des produits				
	Produit1 : PDAZ	3	3	Préparation du Plan directeur d'assainissement, Plan d'investissement général et l'Evaluation stratégique environnementale
	Produit2 : phase pilote de réalisation d'ouvrages d'assainissement	3	3	Mise en place de phase pilote de réalisation de 239 ouvrages d'assainissement autonome
Notation l'Objectif de Développement (OD)				
	Objectif de Développement	3	2	
	NOTE DE L'OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT	3	2	Cf. Méthodologie EER
Degré de couverture des bénéficiaires				
	Bénéficiaire1 : population de Ziguinchor	n/a	n/a	Population estimée à 250.000 habitants en 2013. 50% de bénéficiaires sont des femmes.
	Bénéficiaire2:Institutions	n/a	n/a	L'ONAS, La Mairie de la ville, les services techniques du secteur de l'assainissement de la ville, les agences internationales de coopération ainsi que Les associations de quartiers
Effets imprévus ou additionnels (positifs ou négatifs non pris en compte dans la cadre logique) et leur niveau d'impact sur le projet (élevé, moyen, faible)				
	Développement institutionnel	n/a	n/a	
	Genre	n/a	n/a	
	Environnement & Changements climatiques	n/a	n/a	
	Réduction de la pauvreté	n/a	n/a	
	Développement du secteur privé	n/a	n/a	
	Intégration régionale	n/a	n/a	
	Autres (Social)	n/a	n/a	Contamination de certains puits a constitué un effet négatif déploré par le service d'hygiène et certains ménages.
NOTE GLOBALE DE L'EFFICACITÉ		3	2	Calcul de moyenne
EFFICIENCE	Respect des délais (en se collant à la date initiale de clôture)	2	1	La durée initiale était prévue être 22 mois et le réel s'est fait sur 36 mois. Le rapport entre délai d'exécution prévisionnel et délai réel est 0,35.
	Efficiences de l'utilisation des ressources	3	3	Le projet a réalisé tous ses produits dans les limites du budget disponible. (cf. méthodologie ERR). Bien que le taux moyen de réalisation physique du projet sur celui des engagements soit >1, le RAP confirme que

Critères	Sous-critères	Note du RAP	Validation IDEV	Justification /Commentaires
				le voyage d'étude à l'étranger ainsi que le RAP du bénéficiaire n'ont pas été réalisés et que les coûts y afférant ont bien été payés aux Consultants. Le reliquat à restituer à la FAE devrait être 78,355 €. Le rapport d'audit final n'a pas soulevé cette question et aucune restitution de fonds n'a été mentionnée dans le SAP, le taux de décaissement étant 100%.
	Taux de rentabilité économique (à préciser si applicable)	n/a	n/a	
	État d'avancement de l'exécution (à partir de l'EER actualisé)	3	3	REER a été joint au RAP. Le rapport est clair et bien documenté. D'après le RAP, la notation moyenne de l'EE est 3.
	Autres critères (à spécifier)	n/a	n/a	
NOTE GLOBALE DE L'EFFICIENCE		3	2	Calcul de moyenne
DURABILITÉ	Viabilité financière	2	2	La Table Ronde des bailleurs a permis de mobiliser 6,7 millions € 23% du total escompté 28,7 millions €.
	Durabilité institutionnelle et renforcement des capacités	3	2	L'approche participative et de concertation a renforcé le savoir-faire et les capacités opérationnelles des intervenants. La non organisation du voyage d'étude et l'absence des activités de mise en place de logiciels d'assainissement ont limité le renforcement des capacités institutionnelles de l'ONAS et de la Marie.
	Approbation et durabilité des partenariats	3	3	Il y'a eu campagnes de sensibilisation, de consultation et à la mise en place des sites de démonstration des ouvrages pilotes. La réalisation de ces ouvrages a permis l'appropriation des technologies de réalisation adaptées et à faible coût pour les artisans locaux et les ONG locales. L'implication et l'appropriation du secteur privé sont très limitées.
	Durabilité environnementale et sociale	n/a	n/a	
<p>* La notation du volet efficacité est obtenue à partir de la notation de l'OD du tout dernier EER (Voir note d'orientation sur l'EER). L'appréciation des produits et effets se fera en termes de progrès réalisés vers les cibles et la note globale de l'OD est déterminée en combinant les notations établies pour les effets et les produits suivant la méthodologie définie dans la note d'orientation de l'EER. Il est donnée : Très satisfaisant (4), Satisfaisant (3), Insatisfaisant (2) et Très insatisfaisant (1).</p>				

Critères	Sous-critères	Note du RAP	Validation IDEV	Justification
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Identification proactive et résolution des problèmes rencontrés aux différentes phases du cycle du projet	3	3	La banque a veillé à la bonne exécution des études. Elle a réalisé 3 missions de supervision et une mission pour la réunion d'achèvement du projet. Elle a participé à la table ronde des Bailleurs de fonds. La FAE a fait participer l'expert eau de SNFO Sénégal.
	Prise en compte des leçons tirées des opérations précédentes dans la conception et l'exécution	3	3	
	Participation des parties prenantes pour renforcer l'appropriation	3	3	
	Renforcement des exigences fiduciaires et de sauvegarde	3	3	
	Conception et mise en œuvre du système de suivi-évaluation	3	3	
	Qualité de la supervision de la Banque (dosage des compétences des équipes de supervision, etc)	3	3	
	Réponse aux requêtes	3	3	
NOTATION DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE		3	3	
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Qualité de la préparation et de l'exécution	3	2	L'emprunteur a mis à la disposition du projet sa contrepartie au moment voulu. Il a veillé à impliquer l'ensemble des parties prenantes aux décisions prises et à la validation des produits réalisés. Le projet a connu des retards d'exécution dus à une insuffisance de flexibilité par le bénéficiaire. Le RAP n'a pas été préparé par le bénéficiaire. Certaines recommandations cruciales des missions de supervision n'étaient pas appliquées.
	Conformité aux engagements, aux accords et aux sauvegardes	3	2	
	Mise à disposition en temps opportun de la contrepartie	3	2	
	Réactivité aux recommandations de supervision	3	2	
	Mesures prises pour assurer la durabilité du projet	3	2	
	Respect du calendrier de préparation des requêtes	3	2	
NOTATION DE LA PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR		3	2	
PERFORMANCE DES AUTRES PARTIES PRENANTES	Respect des délais de décaissement des cofinanciers	2	2	Le Consultant n'a répondu que partiellement aux besoins du bénéficiaire. Il y'a eu un conflit entre les deux membres du groupement qui a sévèrement affecté le projet.
	Fonctionnement des mécanismes de collaboration	2	2	
	Qualité du dialogue politique des cofinanciers (seulement pour les OAP)	2	2	
	Qualité du travail des prestataires	2	2	
	Réactivité aux demandes des clients	2	2	
NOTATION DE LA PERFORMANCE DES AUTRES PARTIES PRENANTES		2	2	
La notation globale est donnée par: Très satisfaisant, Satisfaisant, Insatisfaisant et Très insatisfaisant.				
(i) Très satisfaisant (TS) : 4				
(ii) Satisfaisant (S) : 3				
(iii) Insatisfaisant (I) : 2				
(iv) Très insatisfaisant (TI): 1				

CONCEPTION, MISE EN ŒUVRE ET UTILISATION DU SUIVI ET ÉVALUATION (S&E)

Critères	Sous-critères	Validation IDEV	Justification/Commentaires
CONCEPTION DU S&E	Systeme de S&E en place, clair, adéquat et réaliste		<p>La Banque a réalisé 3 missions de supervision et une mission pour la réunion d'achèvement du projet. Elle a participé à la table ronde. Les rapports trimestriels ont été remis régulièrement mais avec de retard parfois très important. Le rapport d'achèvement du bénéficiaire n'a pas été préparé;</p> <p>L'ONAS et le Coordonnateur du Projet ont tenu à renseigner dans le rapport d'avancement trimestriel (RAT) un tableau de bord de suivi des indicateurs ; ce qui a permis de mettre à disposition des informations, en particulier sur l'avancement du projet, en termes technique, financier et de passation des marchés.</p> <p>L'ONAS et le Coordonnateur du projet n'ont pas été suffisamment attentive à certaines recommandations formulées par les missions de supervision de la FAE, en particulier l'organisation du voyage d'étude, l'élaboration du PAR, les retards constatés dans la livraison des études.</p>
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi ont été dûment agréés		
	Existence d'indicateurs désagrégés selon le genre		
	Les données de référence ont été disponibles ou collectées durant la conception		
	Autres à préciser		
NOTE DE LA CONCEPTION DU S&E		3	
MISE EN ŒUVRE DU S&E	La fonction S&E est adéquatement pourvue de personnel et équipée		
NOTE DE LA MISE EN ŒUVRE DU S&E		3	
UTILISATION DU S&E	L'emprunteur a utilisé les informations de suivi pour la décision		
NOTE DE L'UTILISATION		3	
NOTATION GLOBALE DE LA PERFORMANCE DU S&E		3	

EVALUATION DE LA QUALITE DU RAP

Critère	RAP-EVN (1-4)	Justifications/Commentaires
QUALITE DU RAP		
1. Degré et qualité de l'exhaustivité des éléments de preuves et de l'analyse du RAP pour étayer les notations des différentes sections.	4	Le RAP a bien décrit le degré de réalisation du projet avec les arguments documentés concernant les pertinences du projet, ses produits et ses effets.
2. Degré d'objectivité des notes d'évaluation du RAP.	4	Le RAP a été objectif pour les notes d'évaluation
3. Degré de cohérence interne des notations d'évaluation du RAP ; inexactitudes ; incohérences (dans les différentes sections) entre les textes et les notations ; cohérence entre la note globale et les notations des différentes composantes.	3	Il y'a cohérence entre la note globale et les notations des différentes composantes. Quelque incohérence avec le SAP concernant les montants décaissés
4. Degré d'identification et d'évaluation des facteurs clés (internes et exogènes) et des effets inattendus (positifs et négatifs) ayant affecté la conception et la mise en œuvre.	3	Bonnes identification et évaluation des facteurs clés
5. Adéquation du traitement des mesures de sauvegarde, des questions fiduciaires, de l'alignement et de l'harmonisation.	n/a	n/a
6. Degré de solidité des processus de génération et d'analyse des données (y compris les taux de rentabilité) en appui à l'évaluation du RAP.	n/a	n/a
7. Adéquation globale de l'accessibilité des éléments de preuves (à partir du RAP, y compris les annexes et les autres données fournies).	3	EER et d'autres annexes ont été attachés au RAP.
8. Dans quelles mesures les enseignements tirés (et les recommandations) sont clairs et fondés sur l'évaluation du RAP (éléments de preuve et analyse).	3	Le RAP a mentionné des enseignements et des recommandations intéressantes.
9. Degré de clarté et d'exhaustivité globale du RAP.	3	Globalement, le RAP a été clair
Autres (à spécifier)	n/a	n/a
NOTE SUR LA QUALITE DU RAP	3	substantiel
Conformité du RAP avec les directives (RAP/OM ; IDEV)		
1. Délais de livraison du RAP (A temps = 4; en retard = 1)	1	Le RAP a été préparé 10 mois après la réalisation des études et la tenue de la conférence des bailleurs de fonds.
2. Degré de participation de l'Emprunteur, du Co-financier et du Bureau Extérieur dans la préparation du RAP ***	4	Le Bureau Extérieur a participé dans la préparation du RAP
3. Autres aspects (à spécifier)	n/a	n/a
Note sur la conformité du RAP	3	substantiel
*** Noté Élevé/exemplaire (4), ou substantiel/significatif (3), ou modéré (2), ou négligeable (1)		

Sigles et abréviations

APD	Avant-projet Détaillé
APS	Avant-projet Sommaire
BAD	Banque Africaine de Développement
CLAR	Cadre Logique Axé sur les Résultats
EES	Evaluation Environnementale Stratégique
EIES	Etudes d'impacts environnementaux et sociaux
FAE	Facilité africaine de l'Eau ()
MHA	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONAS	Office National de l'Assainissement du Sénégal
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDAZ	Plan Directeur d'Assainissement de Ziguinchor
PEPAM	Programme national d'Eau potable et d'Assainissement du Millénaire
RWSSI	Initiative pour l'Alimentation en Eau et l'Assainissement en Milieu Rural
SD	Schéma Directeur
SIG	Système d'Information Géographique
SNFO	Bureau Régional au Sénégal de la BAD
TDR	Termes de Référence

Liste des documents de référence

- Etude du Plan directeur d'assainissement de Ziguinchor – Sénégal, RAP, FAE – Octobre 2013
- Etude du Plan directeur d'assainissement de Ziguinchor – Sénégal, REP, FAE – Janvier 2007
- Etude du Plan directeur d'assainissement de Ziguinchor – Sénégal, 3 Aide-Mémoires de Missions de supervision, FAE – Novembre 2009 – Septembre 2012
- Etude du Plan directeur d'assainissement de Ziguinchor – Sénégal, 4 rapports trimestriels 2009 (T1, T3 & T4) et 2010 (T1)
- Etude du Plan directeur d'assainissement de Ziguinchor – Sénégal, rapport d'audit Janvier 2008 – Septembre 2013 MAECO Mali
- Rapport Annuel 2016, FAE – Avril 2017.